

Nous condamnons les attaques islamophobes et le projet de loi contre le séparatisme!

"La laïcité censée protéger l'ensemble des personnes pour qu'elles puissent vivre librement leur religion est instrumentalisée pour cibler spécifiquement les musulmans et ici les musulmanes". En réponse aux incidents islamophobes, et quelques heures avant le discours du Président sur le "séparatisme", un ensemble de personnalités, collectifs féministes, antiracistes, syndicales et politiques, appelle à prendre position "contre la politique raciste du gouvernement et de ses alliés".

Il ne se passe pas une seule semaine sans que n'éclate une polémique sur le voile. La nouvelle cible de l'obsession islamophobe de la classe politique est à nouveau Maryam Pougetoux¹, membre du bureau national de l'Unef, déjà attaquée en 2018² pour son port du voile. La semaine précédente, il s'agissait de la blogueuse et étudiante Imane Boun³. Et ces attaques s'ajoutent à une longue liste.

Ces attaques racistes et islamophobes s'inscrivent dans le contexte d'offensive sécuritaire⁴ du gouvernement qui porte son projet de loi contre le "séparatisme" assumant de viser centralement les musulmans et musulmanes⁵. Avec ce nouveau projet de loi défendu par Marlène Schiappa et Gérald Darmanin, le gouvernement a ouvert une nouvelle fois les hostilités et la guerre contre les musulman.e.s.

À chaque affaire, une grande partie des médias et de la classe politique s'empresse de défendre les agresseurs. Maryam Pougetoux est donc en l'espace de quelques heures devenue une "militante pour le voile" soupçonnée d'avoir fait de la "provocation" en portant le hijab lors d'une commission à l'Assemblée nationale sur le Covid et la jeunesse. Pourtant, alors que Maryam Pougetoux était dans son droit, c'est la députée LREM Anne-Christine Lang qui est intervenue pour expliquer qu'elle allait quitter la salle en raison de la présence de la syndicaliste portant le hijab, et a publié ensuite son discours sur Twitter. Une publication réellement provocatrice qui a suscité un déferlement de haine. Quand un ministre accusé de viol, Gérald Darmanin, insinue le même jour qu'il aimerait "passer une nuit" avec une sénatrice tout le monde reste de marbre mais par contre une femme qui porte le voile devrait quitter l'assemblée nationale.

Encore une fois, c'est au nom de la laïcité et des droits des femmes que ces vrais provocateurs justi-

¹ <https://www.mediapart.fr/journal/fil-dactualites/170920/france-face-une-syndicaliste-etudiante-voilee-des-deputes-quittent-une-reunion>

² <https://www.mediapart.fr/journal/france/200518/maryam-pougetoux-de-lunef-paris-iv-mon-voile-n-est-pas-un-symbole-politique>

³ <https://www.mediapart.fr/journal/france/210920/rentree-brune-dans-les-medias-la-grande-bienveillance-du-gouvernement>

⁴ <https://www.mediapart.fr/journal/france/040920/la-republique-figee-d-emmanuel-macron>

⁵ <https://www.mediapart.fr/journal/france/080920/avec-le-separatisme-le-gouvernement-cible-les-musulmans>

fient et appuient l'exclusion d'une représentante syndicale de l'Assemblée nationale, réduisent une blogueuse à son voile, excluent les femmes musulmanes des piscines, des plages et des écoles.

Face à des lycéennes qui ont lancé un appel #Lundi14Septembre⁶ contre les règlements sexistes pour réclamer le droit de s'habiller comme elles le souhaitent, le ministre de l'éducation, Jean-Michel Blanquer, a répondu⁷ qu'il suffit de "s'habiller normalement" tout en précisant qu'il luttait contre "celles qui veulent venir voilées à l'école" et celles qui "veulent venir avec des tenues provocantes". Nous combattons ce discours qui participe activement à sexualiser le corps des jeunes filles, à les renvoyer à leur apparence, à les exclure de l'école publique et à les culpabiliser si elles ne respectent pas le règlement censé les "protéger" des remarques ou agressions sexistes qu'elles auraient donc provoquées.

À nouveau, la laïcité censée protéger l'ensemble des personnes pour qu'elles puissent vivre librement leur religion est instrumentalisée pour cibler spécifiquement les musulmans et ici les musulmanes. Nous refusons que la lutte pour les droits des femmes soit instrumentalisée par le gouvernement et leurs alliés à des fins racistes, nationalistes et islamophobes. Nous sommes contre ce prétendu féminisme qui exclut et essentialise les femmes musulmanes. Avec ce gouvernement, et les précédents, les femmes musulmanes, les femmes racisées, comptent parmi les plus discriminées et exploitées.

Nous sommes contre toutes les violences faites aux femmes et les violences islamophobes en font partie.

Alors que toujours plus de discours réactionnaires, nationalistes, racistes et sexistes sur l'esclavage, les musulman.es et l'islam, sont véhiculés au quotidien, que des lois sont portées et promulguées pour instaurer un régime d'exception pour les musulman.es, il est urgent de réagir.

Face à cette offensive réactionnaire contre les musulman.e.s, il est urgent de construire une riposte féministe et antiraciste : dans la lignée des larges mouvements anti racistes et féministes qui ont touché le monde ces derniers mois, contribuons à organiser une réponse collective.

Il est urgent de réagir, de se mobiliser massivement et de façon unitaire. afin de s'opposer à un projet de loi contre le séparatisme qui pourra à terme être utilisé contre toute organisation syndicale et politique qui déplaira au gouvernement. Le communiqué intersyndical (CGT – FSU – Solidaires – Unef – UNL) contre cette loi va dans le bon sens et est une première pierre pour la construction d'une lutte d'ensemble des organisations du mouvement ouvrier et du mouvement étudiant face à l'offensive islamophobe et contre le séparatisme.

C'est dans cette perspective que nous cherchons à construire une riposte politique commune du mouvement ouvrier, et des mouvements antiracistes et féministes. Pour cela, il faut dès maintenant se doter d'un plan à la hauteur contre les représentants de la classe dominante qui se relaient tous les jours sur les plateaux téléés et les journaux pour semer le doute dans notre classe et tenter de nous diviser à un moment où nous devrions tous et toutes lutter ensemble !

Signataires :

Organisations, collectifs et personnalités féministes et antiracistes :

Alerta Feminista

Batucada féministe de Bordeaux

⁶ <https://blogs.mediapart.fr/edition/lhebdo-du-club/article/240920/hebdo-87-le-controle-du-corps-des-femmes-ou-l-ere-du-sexisme-republicain>

⁷ <https://www.mediapart.fr/journal/france/210920/tenues-des-lyceennes-blanquer-joue-l-ayatollah-de-la-republique>

Fatima **Benomar**, militante féministe
Collectif féministes révolutionnaires
Du Pain et des Roses
Héroïnes 95

Laura, collectif #Pastapotiche
Las Rojas Paris

Les effronté.es

Les bavardes, collectif lesbien, féministe et intersectionnel

Le Planning Familial 31

Naziha **Mayoufi**, Plateforme L.E.S Musulmans

Marseille Féministe

Nous toutes Paris 13

Nous Toutes 38

Nous Toutes 35

Solen, Toutes en grève 31

Syndicat des femmes musulmanes pour l'accès aux droits civiques - Alliance citoyenne du Grand Lyon

Wonder Sisters

Universitaires et enseignants :

Ludivine **Bantigny**, historienne

François **Burgat**, politologue

Laurence **Charlier Zeineddine**, Anthropologue, Université Toulouse 2 Jean Jaurès

Jules **Falquet**, Sociologue, féministe

Éric **Fassin**, sociologue, université Paris 8

Juliette **Honvault**, chercheure CNRS

Mathilde **Larrere**, historienne

Marion **Kissous**, doctorante et militante communiste

Personnalités et organisations politiques et syndicales :

Ahmed **Berrahal**, élu du personnel CGT RATP Bus, dépôt de Flandres

Collectif Bas les masques

Gaëtan **Gracia**, délégué syndical CGT AHG

Julie **Garnier**, France Insoumise

Raphaël **Jacques**, délégué syndical CGT Chronodrive

Tiziri **Kandi**, animatrice syndicale, CGT HPE

Anasse **Kazib**, militant sud rail

NPA Jeunes

Artistes :

Thomas **Azuélos**, auteur de bande dessinée

Catherine **Estrade**, chanteuse

Lena **Merhej**, artiste et chercheuse, Samandal Comics

Delphine **Leccas**, programmatrice culturelle (AIN)

Fred **Sochard**, dessinateur

Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart.

Ses contenus n'engagent pas la rédaction.